

Le crédit toujours en panne en France et en Europe

Depuis mars 2008, la production mensuelle de prêts dans l'Hexagone ne cesse de ralentir.

LES BANQUES METTENT EN AVANT LA BAISSÉ DE LA DEMANDE.

PAR RYADH BENLAHRECH ET
GUÉNAËLLE LE SOLLEU

Cent deux milliards d'euros. C'est la somme que le secteur privé de l'économie française a perçue en moins, sous forme de crédits bancaires, entre juillet 2008 et juillet 2009 par rapport à l'année précédente. Un recul historique ! Comme le souligne **Cyril Blesson, chef économiste chez Seeds Finance**, « on avait assisté à une forte baisse en valeur relative en 1992-1993. Mais, compte tenu des montants très élevés de nouveaux crédits ces dernières années, le recul que l'on observe aujourd'hui, en valeur absolue, n'a jamais été enregistré. » Le ralentissement de la production, en France comme dans toute l'Europe, se traduit par un nouveau coup de frein sur les encours de crédit aux ménages et aux entreprises : en juillet, leur croissance s'est élevée à 2,6 % dans l'Hexagone (contre plus de 12 % il y a dix-huit mois), tandis qu'en Europe, elle est passée sous la barre de 1 %.

La polémique des bonus a, ces dernières semaines, relégué au second plan l'enjeu du crédit alors qu'il est un moteur essentiel de l'économie. En France, comme dans les pays ayant bénéficié de plans de relance, le « deal » entre les gouvernants et les banquiers était pourtant clair. En France, l'État a volé au secours des banques à coups de milliards d'euros en échange d'une hausse de la production de crédit de 3 % à 4 %. Le but étant de soutenir l'investissement et la consommation, essentiels dans la formation du produit intérieur brut (PIB).

■ LES PME SOUFFRENT LE PLUS

Dans ce contexte, **Cyril Blesson** rappelle que « les banques ont du mal à respecter leurs objectifs car ils ont été fixés avant l'approfondissement de la crise ». Tout en ajoutant que « même si les conditions d'octroi de crédit se sont dégradées, il faut noter que la demande de prêt est en phase de faiblesse à cause du contexte économique ». C'est d'ailleurs l'argument massue des établissements financiers qui affirment tous être volontiers prêteurs. Ce à quoi les entreprises rétorquent qu'elles n'ont plus l'appui des

banques. Selon la Confédération générale des petites et moyennes entreprises, plus de 60 % des PME font face à un besoin de financement, et 78 % de leurs dirigeants s'estiment confrontés à un durcissement des conditions de crédit. Pour **Cyril Blesson**, « Les PME constituent le segment de clientèle le plus en souffrance car elles représentent un risque plus grand de défauts de paiements. »

Du côté des banques, la Société Générale indique qu'elle a augmenté sa production de crédit pour les entreprises de 3,7 % (par rapport au deuxième trimestre 2008). Chez BNP Paribas, les encours de crédit aux entreprises ont augmenté de 3,88 % sur un an. Au Crédit Agricole, la banque a rappelé, lors de ses résultats, qu'elle était « le premier financeur de l'économie » avec 451 milliards d'euros d'encours, en croissance de 3,7 %. Le récent rappel à l'ordre de l'Élysée aura peut-être un impact positif pour la fin d'année. « Après un trou d'air du crédit, une légère reprise à niveaux très déprimés devrait se produire. Mais les petites entreprises auront le plus de difficultés », conclut **Cyril Blesson**. ■ *Lire aussi Page 5*